

Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°144
3 juillet
2024

Dans la circonscription de Saint-Malo, en dépit de leur bon résultat mais afin de préserver l'unité du Nouveau Front Populaire, **N. GUIVARC'H** et **C. TAP** se sont résolus à retirer leur candidature.

Avec eux, affirmons cependant:
**PAS UNE VOIX
POUR L'EXTRÊME-DROITE**
et **CONTINUONS LE COMBAT !**

Stopper l'extrême droite renforcer la gauche unie et militante

Le 1er tour des élections législatives vient de confirmer au plan national l'actualité immédiate du danger de l'extrême droite, qui a obtenu dimanche des scores historiquement hauts.

Le danger d'un néofascisme s'accroît

Dans nombre de circonscriptions, les scores alarmants du RN sont la combinaison du développement du nationalisme et du racisme dans certaines catégories de la population et du soutien de plus en plus important des classes dirigeantes à l'extrême droite, soutien largement relayé par une partie des médias. Dans le même temps, les droites s'écroulent, avec en particulier une sanction très importante de Macron et de sa politique. L'arrivée au pouvoir du RN et de ses alliés et soutiens devient possible et le danger d'un néofascisme s'accroît un peu plus en France...

Le sursaut de la gauche autour du Nouveau Front populaire est la seule bonne nouvelle de ce premier tour. Ses scores importants sont avant tout le fruit d'une unité qui a mis en mouvement des centaines de milliers de personnes pour manifester et faire campagne. A cette étape, cette riposte n'est pas assez forte pour compenser la pression dangereuse de l'extrême droite, cela à l'issue d'une campagne d'accusations calomnieuses sur un prétendu antisémitisme, mais aussi de doutes issus des défaites sociales accumulées et d'une unité mise à mal par les conflits internes à la gauche.

Empêcher le RN d'arriver au pouvoir

Ces prochaines heures, ces prochains jours, nous avons besoin d'une irruption populaire contre la poussée dangereuse de l'extrême droite, de mobilisations antifascistes et de manifestations massives.

Concernant le second tour dimanche prochain, nous savons que quelle que soit la suite, nous aurons besoin d'un solide bloc des gauches sociales et politiques pour résister. Partout où les conditions sont réunies, pour faire gagner ces candidatures, il faut donc confirmer et amplifier les votes du premier tour en faveur du Nouveau Front populaire et de ses alliés. L'enjeu principal est d'empêcher l'extrême droite d'arriver aux affaires dans quelques jours. Nous savons que la politique défendue ou mise en place par les droites, en particulier le macronisme au pouvoir, a largement contribué à

pas une voix pour l'extrême-droite
continuons le combat !



RASSEMBLEMENT

jeudi 4 juillet - 18h30

SAINT-MALO esplanade de l'Europe
Face à la gare SNCF

ouvrir la voie au RN, en reprenant une partie de son programme. Pour autant, entre deux dangers, nous devons d'abord tout faire pour éliminer le plus important et le plus immédiat. Aussi, au vu des intérêts immédiats des populations issues de l'immigration, de l'ensemble du monde du travail, de la défense des droits et des libertés publiques, il est impératif ce dimanche de battre le RN, ses alliés et ses soutiens, de préférence avec une bonne gauche.

Rester mobilisé.es, tout.es ensemble !

Au-delà du second tour, ce qui s'est construit au cœur de cette campagne, une gauche unie et militante, doit perdurer : confirmer un programme de rupture, se nourrir et nourrir les mobilisations plus que jamais nécessaires, permettre au plus grand nombre de rester organisé au-delà de ces élections.

Pour cela, il faut renforcer l'unité d'action de toute la gauche, de la base au sommet. Être ensemble et se battre côte à côte : manifester contre l'extrême droite et se défendre contre les attaques des groupuscules fascistes, résister aux mesures antisociales, discriminatoires ou autoritaires, aux violences policières et racistes, aux violences sexistes et sexuelles, défendre l'augmentation des salaires et des prestations sociales, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein, faire vivre les solidarités internationalistes et anticolonialistes avec la Palestine, l'Ukraine ou la Kanaky.

C'est en se mobilisant, tous ensemble, que l'on peut changer la vie.

La responsabilité du Nouveau Front populaire, de toutes les organisations de luttes syndicales et associatives est énorme dans la période qui vient.

Dans les urnes et dans la rue, il faut battre le RN, reprendre le chemin des luttes pour le progrès social, pour la planète, pour une autre société !



avec
Olivier BESANCENOT,
Christine POUPIN,
Philippe POUTOU,
Pauline SALINGUE

Pour prendre contact
avec le comité NPA l'antik
du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS

Terminal ferries du Naye: A PROPOS DE L'AVIS MITIGE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Les commissaires-enquêteur-trices ont rendu leur avis sur le projet de modernisation du terminal ferries. Celui-ci est favorable à la demande d'autorisation environnementale relative au projet ce qui est pour le moins regrettable dans la mesure où il n'est pas pris compte d'une nécessaire anticipation sur la montée inéluctable des eaux et des impacts négatifs sur la circulation routière.

En revanche et cela est très positif, cet avis est assorti d'une réserve importante portant sur la gare maritime: l'abaissement du bâtiment à un seul niveau sur la partie retour, le long de l'écluse, la suppression de la passerelle sont ainsi notamment et explicitement mentionnés. Voilà qui va peser sur la décision du maire de Saint-Malo quant à la délivrance ou le rejet du permis de construire.

En conséquence, ce dossier est loin d'être bouclé et il est permis d'envisager une bataille juridique, tant sur la contestation d'une éventuelle autorisation environnementale signée par le préfet que sur un éventuel permis de construire signé par le maire....

A suivre donc...avec les associations mobilisées sur cette affaire.

Nouvel hôpital technique : Comme l'écrit la presse, CA PATINE !

La presse locale a récemment rompu le silence qui entoure depuis des mois le projet de restructuration hospitalière. Pour dire que celui-ci n'a toujours pas franchi l'étape du Conseil National de l'Investissement en Santé (CNIS) en raison des doutes qui pèsent sur le périmètre des activités médicales qui y seront autorisées et surtout sur sa soutenabilité financière.

Le maire de Saint-Malo, censé être membre du Conseil de surveillance (*) du nouveau Groupe Hospitalier Rance Emeraude (GHRE) a beau affirmer au Conseil municipal du 27 juin qu'il n'y a « aucune raison de penser [que le projet] ne se fera pas, rien n'est moins sûr.

Et l'on s'achemine sur un avis du CNIS repoussé une nouvelle fois à septembre 2024.

D'ici là d'autres éléments de contexte politique et financier peuvent modifier encore la donne et ne pas favoriser une sortie du dossier de l'ornière....

DB

(*) il est d'ailleurs pour le moins surprenant que 7 mois après la signature de l'arrêté de l'ARS créant ce nouvel établissement par « fusion-absorption » des Centres Hospitaliers de Cancale, Dinan et Saint-Malo, sauf erreur de notre part, la composition du Conseil de Surveillance de ce GHRE n'ait pas été publiée. Et donc que cette instance n'ait pas été réunie, ce qui laisse une latitude de gestion totale au Directeur, de ce groupement sans aucun contre-pouvoir !

Et pendant la campagne électorale...: ON CONTINUE D'EXPULSER

Environ cinquante personnes sans logement qui occupent des anciens locaux appartenant au Conseil Régional de Bretagne, 33 rue Armand Rebillon à Rennes ont été avisées lundi 1/07 par voie d'huissier qu'elles seraient expulsées par la police.

Ces personnes en migration, dont des enfants et des personnes âgées malades, vont donc se retrouver à la rue dans quelques jours. Comme toujours la solidarité s'organise et une manifestation et un rassemblement ont eu lieu mercredi 3 juillet à Rennes.

Éléments d'une analyse à chaud des résultats du scrutin législatif dans la circonscription de Saint-Malo

Tout d'abord, on observe une forte progression de la participation électorale à Saint-Malo et dans la circonscription (presque 20% de plus par rapport à juin 2022), y compris dans les quartiers populaires.

Evidemment, l'aspect le plus significatif est le score important des candidats Bourgeaux-Lurton (32.549 voix) qui bénéficient de l'absence de postulant.e macroniste et se relèvent de leur échec aux européennes. A noter cependant, que l'agriculteur Bourgeaux laisse à nouveau quelques plumes au RN dans la ruralité.

Le second enseignement de ce scrutin est le bon, voire presque inespéré, résultat des candidat.es du Front Populaire qui se sont qualifiés pour le second tour avec 4500 voix de plus qu'en 2022 et ont repris place dans les quartiers populaires. En revanche, on constate une déperdition de plusieurs centaines de voix par rapport au cumul des candidats étiquetés à gauche aux européennes. Vraisemblable la traduction d'une fuite d'une partie des électeur.trices Gluksmann vers un choix vers la droite conservatrice, en raison des procès en antisémitisme déversés en boucle par les médias sur les candidat.es LFI.

Troisième élément, l'extrême droite continue sa progression en voix dans la circo (+12.000 par rapport à 2022), en répliquant localement le score de Bardella-Maréchal-Philippot des européennes. Encore une fois, on relèvera ses résultats très élevés dans les communes du sud malouin...Miniac-Morvan (45%), Le Tronchet (43%), Chateauneuf (40%)....

A noter enfin, le résultat du candidat Fichet qui progresse sur le désengagement des macronistes et celui de nos camarades de Lutte Ouvrière, qui malgré leur discours hors sol par rapport aux dangers de l'arrivée au pouvoir du RN, captent une partie de la défiance (légitime) vis-à-vis de certaines personnalités investies par certains partis du NFP. Suivez mon regard ! DB

Dimanche, le RN arrive en tête. Lundi, le CAC40 grimpe !

Dès le lendemain du premier tour, la Bourse de Paris affiche une nette hausse, portée notamment par trois banques, Société Générale, Crédit Agricole et BNP Paribas. Les banquiers n'aimaient pas l'incertitude, surtout si elle vient de la gauche. Ils soufflent de soulagement.

Soulagement d'abord de voir écarté le danger, pour eux le plus grave, celui d'une victoire, et donc d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire. En effet, pour eux, rien n'est plus alarmant que des hausses de salaires, un renforcement de la protection sociale, la priorité aux services publics, l'abandon des projets écocides... autant de menaces sur les profits. Soulagement aussi de pouvoir miser sur les accommodements avec l'extrême droite.

Car les capitalistes sont convaincus qu'il est possible de s'arranger avec Bardella, plus encore s'il doit s'allier avec tout ou partie de la droite. Le modèle vient d'Italie, c'est celui de Meloni, de l'union de la droite et de l'extrême droite. Sur le fond, plus le RN se rapproche du pouvoir, plus son programme économique est explicitement libéral. Exit le retour sur la contre-réforme des retraites !

Concernant leurs propres intérêts, les financiers sont plus clairvoyants qu'un Le Maire qui va jusqu'à accuser les députés RN d'avoir le « programme économique [...] le plus marxiste qui n'ait jamais été proposé en France depuis une quarantaine d'années ». Encore un cadeau de la macronie au RN : faire croire que son programme aurait quoi que ce soit de social. Non, le RN est bien sur la même longueur d'onde que tous les néolibéraux, vent debout contre toutes contraintes, qu'elles soient sociales ou environnementales, pour les allègements de « charges » et les baisses d'impôts pour les entreprises, pour l'abrogation de l'impôt sur les fortunes immobilières, accro à la croissance et au nucléaire. Au Medef, Bardella a promis : « je vais être un peu plus raisonnable », comprendre archi-libéral et antisocial.

Une promesse qu'il n'aurait aucun mal à tenir !



ECHOS & IMAGES D'UNE BELLE ET UNITAIRE CAMPAGNE ELECTORALE



DEAMBULATION

De Saint-Servan à la gare

**VENDREDI 28 JUILLET
SAINT-MALO**

MEETING

Forum de la médiathèque



point(s) de vue

Les articles signés n'engagent pas la publication et sont publiés sous la responsabilité de leur auteur.trice.

Pour préparer les combats à venir contre l'extrême-droite et la droite, On pouvait faire mieux !

A contrecœur et aux seules fins de préserver l'unité du collectif militant qui s'est mobilisé autour de la campagne du nouveau Front Populaire dans la circonscription de Saint-Malo, Nicolas GUIVARC'H et Camille TAP, ont donc finalement retiré leur candidature.

J'ai personnellement défendu une autre option, celle du **maintien de leur candidature**, en argumentant sur les points suivants:

1. le RN n'est pas arrivé en tête dans la circonscription,
2. entre J.L. Bourgeaux et le RN, il y a un écart important de plus de 11.000 voix soit 15% des exprimés. De plus, Bourgeaux peut espérer le report d'une partie au moins des voix centre-droit du candidat Fichet (3.600 voix).

En conséquence, et pour ces 2 raisons, on peut raisonnablement estimer que **le risque de la prise de la circo par le RN est peu probable.**

3. Le député sortant Bourgeaux a à son débit une série de votes qui le range dans le camp des réactionnaires:

- . il a voté la loi asile-émigration (Darmanin) - 19/12/23
- . il a voté la loi accélérant la construction de nouvelles installations nucléaires - 21/03/23
- . il a voté la loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite et anti-squat - 1/04/23
- . il n'a pas voté la censure consécutive au 49.3 de la réforme des retraites, alors que 19 députés de son groupe l'on fait - 20/03/23

Ne pas offrir une alternative à la réélection de ce député n'est pas un bon signal envoyé aux milliers de personnes qui souffrent ou vont souffrir de ces lois.

4. le maintien d'une candidature Nouveau Front Populaire éviterait un report d'une fraction de ses voix vers le RN, car le NFP a assurément capté une partie de la détestation

populaire vis-à-vis des LR et des macronistes, ces derniers s'étant de surcroît ralliés localement à la candidature Bourgeaux

5. enfin et c'est sans doute le plus important, le maintien des candidat.es du nouveau Front Populaire était la meilleure façon de **poursuivre et amplifier la dynamique de rassemblement et d'action** qui a marqué cette campagne, notamment du fait de la forte et nouvelle implication de la jeunesse. Autant d'atouts qui nous seront nécessaires dans les combats à venir contre l'extrême-droite et la droite, et ceci quel que soit le résultat, au soir du 7 juillet.

Maintenant que la décision du retrait avec comme seule indication aux électeur.trice.s « **PAS UNE VOIX POUR L'EXTRÊME-DROITE** » a été prise, dans un contexte de pression de contingences externes à la campagne locale et même si on peut considérer cette décision tactiquement erronée, il nous faut faire avec. Et il appartient à toutes les composantes du nouveau Front Populaire d'expliquer à nos électeur.trice.s pourquoi plutôt qu'à l'opportunité qui se présentait de poursuivre le combat sur le terrain électoral, **la priorité a été donnée à la préservation de l'unité et comment nous allons continuer la lutte contre l'extrême-droite et la droite.**

3/07/2024

Daniel

**pas une voix pour l'extrême-droite
continuons le combat !**



RASSEMBLEMENT

jeudi 4 juillet - 18h30

SAINT-MALO esplanade de l'Europe
Face à la gare SNCF

Une Europe qui vire au noir et au brun

Extraits d'un article d'Éric Toussaint réalisant un tour d'horizon des élections européennes, de la montée de l'extrême droite (Inprecor, 27/06/2024)

Première observation, lors des élections européennes qui se sont déroulées dans les 27 pays membres de l'UE entre le 6 et le 9 juin 2024, le taux de participation a de nouveau été très faible. En moyenne, pour l'Union européenne, il s'est élevé à **51%**. Il faut prendre en compte que des pays où le vote est obligatoire rentrent dans le calcul de cette moyenne. Sans eux, le pourcentage de participation passerait en dessous de la barre des 50%.

La majorité des citoyens et des citoyennes de l'Union européenne n'ont **aucun engouement pour les institutions de l'UE** et n'ont pas confiance dans l'utilité d'utiliser leur droit de vote. Les citoyens et les citoyennes des pays de l'ancien bloc de l'Est ou du Sud de l'Europe qui avaient beaucoup d'espoir au moment où leur pays a adhéré à l'UE sont clairement déçus par les promesses non tenues d'amélioration des conditions de vie. La progression des droits sociaux ne s'est pas concrétisée, au contraire. S'il adopte quelques fois des résolutions relativement positives, **le Parlement européen n'a pas de véritable pouvoir**. C'est la Commission et le Conseil qui, au sein de l'UE, prennent véritablement les décisions et les grands pays comme l'Allemagne et la France y exercent une influence décisive. Il ne faut pas non plus oublier le rôle coercitif de la Banque centrale européenne qui a montré à plusieurs occasions, comme dans le cas de la Grèce en 2015, qu'elle voulait et pouvait déstabiliser un gouvernement qui ne suivait pas docilement la politique voulue par les dirigeants de l'UE, une politique exigée par les gouvernements des pays qui dominent économiquement et politiquement l'Union et par les grandes entreprises privées, en particulier les grandes banques privées et les fonds d'investissement. Les citoyens et citoyennes se sont aussi rendu compte que pendant la pandémie du coronavirus (2020-2021), les dirigeants de l'UE étaient incapables d'adopter des politiques sanitaires pour les protéger efficacement. Et depuis lors, l'UE n'a rien fait pour améliorer structurellement la situation, refusant de se doter d'une industrie pharmaceutique capable de répondre à une prochaine pandémie, refusant de soutenir la proposition avancée par 135 pays du sud Global de suspendre l'application des brevets, empêchant l'accès universel aux vaccins et préférant par contre soutenir l'industrie européenne d'armement et accroître les dépenses militaires.

Deuxième observation, il y a un **renforcement très important des forces conservatrices de droite et des forces d'extrême droite**. Les forces politiques qui se présentaient comme **centristes** tout en menant une politique de droite dure par rapport aux migrant-es, aux candidat-es au droit d'asile, à la remilitarisation accélérée de l'Europe, ont souffert dans certains cas de **lourdes pertes**. C'est en particulier le cas du regroupement autour du parti de Macron qui a perdu 10 sièges. Autre exemple, l'Open VLD du premier ministre belge De Croo, qui a perdu la moitié de ses sièges.

Les autres **grands perdants sont les Verts** européens qui ont payé leur compromission en matière de politique pour faire face au changement climatique, à la crise écologique, ou pour gérer les flux migratoires. Ils ont également payé leur appui à la politique de **remilitarisation de l'Europe et l'alignement sur l'OTAN**. En effet, à certaines occasions, les Verts, ont joué un rôle fondamental dans la formation de majorités au Parlement et dans l'approbation des principales mesures de la législature 2019-2024 (Pacte vert, remilitarisation européenne, Pacte sur l'immigration et l'asile, etc.). Dans leurs pays respectifs, ils ont accompagné des politiques de droite comme en Allemagne et en Belgique. Si, en 2019, ils se sont imposés comme des forces de renouvellement et de modernisation, leur incapacité à répondre aux attentes les a conduits à payer un coût électoral élevé. Le groupe des Verts européens perd 19 sièges.

Troisième observation, la **coalition de 3 groupes** parlementaires qui gouvernent les institutions européennes, c'est-à-dire, le **Parti Populaire européen, le groupe social-démocrate des partis socialistes et Renew Europe** (qui inclut notamment Renaissance, l'Open VLD et le VVD de Rutte, ex-premier ministre hollandais), conserve une majorité même si elle est amoindrie et peut continuer de gouverner l'UE. Mais le groupe dominant au sein de cette coalition, à savoir le groupe du Parti populaire européen, dans lequel prédomine la CDU-CSU de Ursula Vander Leyen et le Parti populaire espagnol est clairement tenté de **tendre la main à Giorgia Meloni** et à son parti d'extrême droite, les Fratellis d'Italie (membre du groupe parte-

mentaire européen ECR) afin d'inclure l'Italie dans la gouvernance européenne. De son côté, Meloni, s'appuie sur le succès électoral le 9 juin du groupe parlementaire d'extrême droite, sur lequel elle exerce un leadership, qui passe de 69 eurodéputés à 83. Elle exige un poste parmi ceux des principaux dirigeants de l'UE.

Quatrième observation, le groupe de la « **gauche radicale** » – le plus petit groupe au sein du parlement européen – malgré des pertes dans certains pays comme le Portugal **se renforce globalement**, passant de 37 sièges à 39. Il pourrait encore croître vu que des non-inscrits et des indépendant-es pourraient le rejoindre. Au-delà de la composition et du nombre du groupe de la gauche radicale The Left, il faut relever certains succès. C'est le cas du bon résultat de la France Insoumise par rapport aux résultats de 2019, qui passe de 7 à 9 parlementaires. Il faut ajouter également le résultat de la gauche radicale en Belgique, avec le progrès du PTB, qui double son score et sa représentation au Parlement européen. Notons aussi le cas de l'Italie où l'alliance verte et de gauche obtient deux europarlementaires.

Cinquième observation, la crise des régimes politiques continue à se traduire, outre le renforcement de l'extrême droite, par l'apparition et le **succès de listes éphémères** tirant avantage de leur impact sur les réseaux sociaux et de la recherche d'alternatives hors des partis politiques traditionnels ou même d'extrême-droite « classique ». Deux exemples de ce phénomène : la liste de Fidiya Panayiotou, un tiktoker chypriote de 24 ans, qui a été la troisième force remportant un siège au Parlement européen et Alvis Pérez, le candidat de Se Acabó La Fiesta (La fête est finie), l'une des nouveautés électorales en Espagne qui a obtenu trois députés.

Quelle est l'ampleur du renforcement de l'extrême-droite ?

Les deux groupes parlementaires **d'extrême droite**, qui ensemble regroupaient 118 député-es en 2019, **sortent renforcés** des élections de 2024. Ils comptent 134 député-es voire 149 si on y ajoute les 15 parlementaires de l'extrême droite allemande Alternative für Deutschland AfD (qui, suite à des prises de positions pro nazie de son candidat principal pendant la campagne, a été exclu en mai 2024 du groupe Identité et Démocratie -ID- dominé par le RN de Le Pen). A noter que l'AFD est devenue le 9 juin 2024, avec 15 europarlementaires, la deuxième force politique en Allemagne alors qu'aux élections de 2019, elle occupait la cinquième place avec 9 europarlementaires. Si on y ajoute encore le parti Fidesz-Union civique hongroise d'Orban qui est venu en tête des élections hongroises et qui a remporté 10 sièges, cela donnerait 159 parlementaires.

Il faut noter aussi qu'un certain nombre de non-inscrits et d'indépendant-es risquent aussi de rejoindre un des deux groupes parlementaires de l'extrême droite. L'extrême droite a réussi à devenir la première force politique en Italie (Frères d'Italie), en France (RN), en Hongrie (Fidesz-Union civique hongroise), aux Pays-Bas (PVV Partij voor de Vrijheid de Wilders) et en Autriche (FPÖ). Et la deuxième force en Allemagne (AFD) et en Belgique (dans la partie flamande du pays). **L'extrême droite n'a cessé de progresser en Europe depuis le début du siècle** : il y a 20 ans, les parlementaires de l'extrême droite peinaient à constituer un groupe parlementaire dans le Parlement européen car cela impliquait d'avoir des élu-es dans 7 pays et d'atteindre au moins 23 sièges. Aujourd'hui, ils disposent de deux grands groupes parlementaires qui, s'ils s'unissaient, constitueraient la deuxième force politique dans le Parlement européen. Au cours des dix dernières années, l'extrême droite a fait son apparition dans certains pays où elle n'avait jusque-là aucun siège. C'est le cas du Portugal.

